

CONSEIL MUNICIPAL DE LILLE

RÉUNION EXTRAORDINAIRE

Séance du Samedi 30 Juin 1877

PROCÈS-VERBAL

SOMMAIRE : Centre universitaire. Observations de M. GÉRY LEGRAND à propos de la délégation municipale. — Ecole spéciale militaire. Certificat d'insuffisance de fortune. — Hospices et Bureau de Bienfaisance. Révision de statuts de la caisse de retraites. — Hospices. Aliénation d'immeubles. Logements insalubres. Homologation de 30 rapports de la Commission d'assainissement. — Recours au Conseil d'Etat par Mme Mariage-Dugardin. Autorisation de défendre. — Budget de la Ville, exercice 1878. Présentation. — Théâtre municipal. Réparations. Appropriation du matériel affecté aux bals masqués. — Cimetière du Sud. Secours à la veuve de M. HALLEZ. — Chûte du Château. Remboursement du prix perçu pour la vente. — Ecoles et Asiles. Réparations annuelles pendant les vacances. — Sapeurs-Pompiers. Assurance spéciale contre les accidents. — Abattoir. Renouvellement des badigeons et des peintures. Travaux d'amélioration. — Ecole des Beaux-Arts. Subvention à M. CORDONNIER. — Bains à prix réduits. Construction d'un second établissement dans la section de Wazemmes. — Travaux de voirie. Pavages des rues du Sabot, de Bapaume, de Condé et de Saint-Augustin. — Police. Indemnité à M. GUÉRY, ancien commissaire de police. — Serres municipales. Enfouissement des palmiers dans le sol. — Eglise Saint-Maurice (intra-muros). Crédit complémentaire pour solde des travaux. — Archives historiques. Achat de cartons et de portefeuilles. — Banlieue d'Esquermes. Ouverture de rues.

L'an mil huit cent soixante-dix-sept, le Samedi trente Juin, à huit heures quinze minutes du soir, le Conseil municipal de Lille, dûment autorisé et convoqué, s'est réuni en séance extraordinaire, à l'Hôtel-de-Ville.

Présidence de M. CATEL-BÉGHIN, Maire.

M. MEUREIN, Secrétaire.

A huit heures trente minutes il est procédé à l'appel nominal auquel ont répondu :

MM. ALHANT, BOUCHÉE, CANNISSIÉ, CHARLES, J. DECROIX, DELÉCAILLE, Ed. DESBONNETS, J.-B^{te} DESBONNET, Jules DUTILLEUL, GAVELLE, LAURENGE, LECLERC, GÉRY LEGRAND, LEMAITRE, MERCIER, RIGAUT, ROCHART, SCHNEIDER-BOUCHEZ et WERQUIN.

Sont arrivés après l'appel :

MM. CASATI, CORENWINDER, DESCAT et OLIVIER.

Absents :

M. VIOLETTE, en mission, MM. BRASSART, COURMONT, CRÉPY, LAURAND, MARIAGE, MORISSON, SOINS et VERLY.

M. GÉRY LEGRAND demande quelques explications à l'Administration. Il a appris par la voie des journaux qu'une délégation, ayant mission de représenter le Conseil municipal, visite en ce moment les Universités de Hollande, de Belgique et d'Allemagne. Il voit avec étonnement figurer parmi les Membres, qui la composent, des personnes dont il ne nie pas la compétence, mais qui sont étrangères à la Commission. Il voudrait connaître de qui ils tiennent leur mandat.

M. LE MAIRE rappelle que la Commission spéciale, chargée de préparer par ses études la création d'un Centre Universitaire à Lille, se compose de cinq Membres du Conseil. Ces Messieurs ont délégué deux des leurs, les honorables MM. VIOLLETTE et MEUREIN, pour la visite des Universités étrangères. Ces derniers ont pensé qu'une étude d'une si haute importance pour la Ville devait être entourée de toutes les garanties possibles de savoir et d'appréciation; ils ont témoigné le désir de s'adjoindre M. GIARD, professeur à la Faculté des Sciences, et M. COYNE, professeur à la Faculté de Médecine. M. LE MAIRE n'y a vu aucun inconvénient.

M. MEUREIN, présent à la séance, dit qu'il est en mesure de rassurer le Conseil. La composition de la délégation a été proposée par M. VIOLLETTE, et les choix qu'il a faits sont extrêmement heureux. M. GIARD connaît la langue allemande, et se trouve personnellement en rapport avec les chefs de toutes les Universités étrangères. Son concours devra faciliter singulièrement la mission de nos délégués. M. COYNE, professeur d'histologie à la Faculté de Médecine, est un savant dont les travaux sont déjà fort répandus. Sa notoriété ne peut que jeter sur la Commission un lustre dont elle profitera.

L'honorable Membre ajoute que bien qu'il ait peu de loisirs, il était décidé à suivre ses Collègues dans leur excursion; mais qu'il a été arrêté à la dernière heure par des considérations personnelles, motivées par le choix qui a été fait du dessinateur adjoint à la Commission.

M. GÉRY LEGRAND dit qu'il eut été préférable que le Conseil nommât lui-même tous les Membres de sa délégation, et que l'on n'y attachât pas malgré elle un employé qui lui est antipathique. Il croit trouver là pour le Conseil un manque d'égards contre lequel il proteste.

M. RIGAUT, Adjoint au Maire, fait remarquer que la Commission a désigné elle-même la sous-Commission chargée de l'excursion scientifique; que dans ces conditions, la chose est parfaitement régulière, et ne justifie pas les critiques de M. GÉRY LEGRAND. La Commission désirait, il est vrai, s'adjoindre comme dessinateur M. VANDENBULKE, qui est architecte;

M. LE MAIRE a, au contraire, désigné M. DETROIS, qui ne l'est pas. Sauf en ce qui est de ce dernier point, tout s'est passé très régulièrement.

M. LE MAIRE n'admet pas cette appréciation. La Commission lui avait demandé un dessinateur. Elle désirait voir désigner M. VANDENBULKE ; mais cet employé quitte les services municipaux de la ville de Lille. Il n'a consenti à lui donner encore quelques jours que pour achever des travaux commencés. Il est évident que nous ne pouvions envoyer en Allemagne et en Hollande un dessinateur qui ne serait plus là, au retour, pour compléter ses croquis. On ne fait ni dessins, ni plans en voyage. On ne peut que prendre des notes, des dimensions, faire un croquis. Le travail a besoin d'être révisé après l'excursion, dans le calme du cabinet. On ne pouvait donc confier cette mission qu'à un employé sur la continuité des services duquel on pût compter. C'est ce qui a fait désigner M. DETROIS, qui, contrairement à ce que pense M. RIGAUT, est architecte depuis longtemps et a dirigé en cette qualité les travaux de la ville de Guéret pendant huit ans. Depuis, il a été admis à construire des édifices départementaux dans le Nord. M. VANDENBULKE, au contraire, n'a encore fait que dessiner et vient seulement d'obtenir le titre d'Architecte à l'occasion de sa nomination à Hazebrouck.

M. WERQUIN s'étonne de la demande d'explications adressée par l'honorable M. GÉRY LEGRAND, à propos de l'excursion à laquelle se livrèrent en ce moment des hommes aussi compétents que dévoués. Il rappelle que la Commission, qui s'est rendue à Paris auprès des Ministres de l'Instruction publique et de l'Intérieur, a été, à son retour, maintenue dans ses fonctions et invitée à prendre toutes les mesures nécessaires pour préparer la création du Centre Universitaire. M. VIOLLETTE a indiqué à ce moment, comme l'un des moyens les plus efficaces pour atteindre ce but, la visite et l'étude comparative des Universités belges, hollandaises et allemandes. Il a même indiqué les noms de quelques savants que la Commission ferait bien de s'adjoindre pour cette étude. Le Conseil municipal savait dès lors que les Membres étrangers seraient adjoints à ses délégués. Proposés par M. VIOLLETTE, ils ont été admis à l'unanimité par la Commission. Quant à l'employé désigné pour accompagner la délégation en qualité de dessinateur, il n'a été subi qu'avec infiniment de regrets par la délégation qui considérait son concours comme insuffisant et lui préférerait M. VANDENBULKE. Ce choix, imposé par M. LE MAIRE, a eu le regrettable résultat de priver la Commission d'un concours bien précieux, l'honorable M. MEUREIN ayant déclaré ne pas accepter une mission à laquelle M. DETROIS serait attaché.

M. LE MAIRE s'étonne que l'on donne de l'importance à un fait tout simple, tout naturel.

MM. VIOLLETTE et MEUREIN, dit-il, sont venus me demander s'ils pouvaient partir prochainement, accompagnés de MM. COYNE et GIARD, et en ce cas si je pouvais leur adjoindre M. VANDENBULKE. J'ai fait remarquer que M. VANDENBULKE devait nous quitter et que les observations qu'il pourrait faire seraient perdues pour nous. J'ajoutai que cela étant, j'chargerais probablement M. DETROIS du soin de prendre des notes; que d'ailleurs c'était plutôt à lui qu'incombait le travail, et que, comme architecte, il pourrait être plus utile qu'un dessinateur à qui on ne pouvait accorder le temps nécessaire pour faire des dessins. Je dois dire que ma réponse n'a pas paru contrarier ces Messieurs.

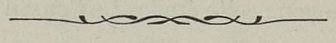
Le lendemain, après avoir consulté la délibération du Conseil, j'ai écrit à M. VIOLLETTE pour autoriser le départ. M. DETROIS est allé lui faire visite et lui annoncer qu'il était chargé définitivement d'accompagner la Commission. M. VIOLLETTE lui a répondu qu'il en était très satisfait.

Il est vrai que la veille du départ, j'ai reçu M. MEUREIN, qui a paru contrarié de ne pas avoir M. VANDENBULKE; mais il ne m'a pas dit, et j'étais bien loin de supposer, que le choix de M. DETROIS, qui est infiniment plus compétent, le contrarierait au point de lui faire refuser son concours à la Commission.

M. GÉRY LEGRAND propose de décider qu'après ce voyage, la délégation devra considérer sa mission comme terminée.

M. LE MAIRE fait remarquer que la Commission rendra évidemment compte de sa mission au retour, et que ce sera pour le Conseil le moment d'examiner s'il convient de lui continuer ses pouvoirs.

L'incident étant clos, le Conseil passe à l'examen des objets à l'ordre du jour.



M. LE MAIRE s'exprime en ces termes :

« MESSIEURS,

Ecole spéciale
militaire.

—
Certificat
d'insuffisance
de fortune.

« Conformément aux dispositions de la loi du 5 juin 1850, un certificat d'insuffisance de fortune vous est réclamé à l'appui d'une demande de bourse avec trousseau complet, à l'école spéciale militaire, formée en faveur de son fils par M. Charles DELCOURT, représentant de commerce, demeurant *rue Grande-Chaussée, 15.*

« D'après les renseignements recueillis le pétitionnaire ne saurait acquitter les frais d'entretien de son fils à l'école spéciale militaire. Nous vous prions, Messieurs, de le constater. »

LE CONSEIL

Constate constate l'insuffisance de fortune et l'empêchement où M. DELCOURT se trouve d'acquitter de ses deniers les frais de pension et de trousseau de son fils à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr.

M. LE MAIRE communique au Conseil ce qui suit :

« MESSIEURS,

Hospices
et Bureau de
Bienfaisance.

—

Caisse
de retraites.

—

Révision
des statuts.

—

« M. le Préfet soumet à notre avis une délibération de la Commission administrative des Hospices et du Bureau de Bienfaisance, en date du 26 mai dernier, prise conformément à un avis du Conseil d'Etat du 27 mars précédent qui conclut à l'adoption du règlement révisé de la caisse de retraites du personnel de ces établissements charitables, sous cette réserve :

« Les articles 3, 5 et 6 seront modifiés en ce sens que la retraite pleine continuera à être accordée après 30 années de service au lieu de 25, et que la retraite proportionnelle continuera également à être réglée sur le pied de 1/60 et non de 1/50 du traitement moyen par année de services. »

« Nous vous proposons, Messieurs, d'émettre un avis favorable à cette modification du règlement de la caisse des retraites des employés des Hospices et du Bureau de Bienfaisance de Lille.

LE CONSEIL

Emet un avis favorable à la modification apportée par la délibération de la Commission administrative des Hospices et du Bureau de Bienfaisance au règlement de la caisse de retraites du personnel de ces établissements charitables.

M. LE MAIRE expose ce qui suit :

« MESSIEURS,

Hospices. « La Commission administrative des Hospices de Lille sollicite par délibération du 9 juin 1877, l'autorisation de vendre amiablement au sieur VAN MANSART, moyennant la somme de 50,000 francs, le domaine direct de la maison sise à Lille *rue d'Angleterre, 73*, d'une superficie de 609 mètres 82 décimètres carrés.

Vente de maison.
Autorisation. « M. VAN MANSART est arrentataire de ce bien jusqu'au 29 juin 1887 pour une partie, et jusqu'au 22 Mars 1899 pour le surplus, soit une durée moyenne de 18 ans, moyennant un canon annuel de 17 hectolitres 18 litres 47 centilitres de blé.

« Le prix nous paraît bien établi, et l'immeuble ne peut être utilement acquis que par l'emphytéote; nous vous proposons, Messieurs, d'émettre un avis favorable à l'exécution de cette délibération. »

LE CONSEIL

Donne un avis favorable à la vente amiable par les Hospices, au sieur VAN MANSART, du domaine direct de la maison sise à Lille *rue d'Angleterre, 73*.

M. LE MAIRE continue en ces termes :

« MESSIEURS,

Hospices. « La Commission administrative des Hospices de Lille sollicite par délibération du 9 juin 1877, l'autorisation de vendre amiablement à M. DES ILES, clerc de notaire, agissant pour le compte de qui il appartiendra, moyennant la somme de 5,101 fr. 40 c. le domaine direct d'un terrain situé à Lille, contigu à la propriété de l'Université Catholique, au lieu dit le *Jardin du Prévot*, contenant 255 mètres 07 décimètres carrés, y compris le fossé mitoyen.

« Ce terrain est tenu en emphytéose par M. François-Joseph BULTET jusqu'au 22 septembre 1899, moyennant un canon annuel ventilé de 89 litres 76 centilitres de blé.

« Le prix offert ressort à 20 francs du mètre carré et paraît avantageux, nous vous proposons, Messieurs d'émettre un avis favorable à l'exécution de cette délibération. »

LE CONSEIL

Emet un avis favorable à l'approbation de la délibération sus-visée.

M. LE MAIRE fait la communication suivante :

« MESSIEURS,

Logements insalubres. — « Nous avons l'honneur de vous soumettre 30 rapports de la Commission d'assainissement des logements insalubres. Notifiés aux intéressés et déposés à la Mairie pendant un mois, conformément à l'art. 4 de la loi du 13 avril 1850, ils n'ont donné lieu à aucune observation ni réclamation. Toutes les prescriptions sont d'ailleurs conformes à l'esprit comme à la lettre de la loi précitée, ainsi qu'à la jurisprudence qui en résulte.

Homologation de 30 rapports de la Commission d'assainissement — « Nous vous proposons, en conséquence, Messieurs, de les homologuer. »

Nos des RAPPORTS	LOGEMENTS VISITÉS		NOMS DES PROPRIÉTAIRES ou des MANDATAIRES.	DOMICILE.	CONCLUSIONS de la COMMISSION
	RUES	NOS			
5,129	place Philippe-de-Girard,	7	LEFEBVRE.	rue Nationale, 237.	Travaux d'assainissement.
5,140	rue d'Esquermes.	44, 46	VANDENDRIESCH.	rue de Paris, 210.	id.
5,142	rue des Bonnes-Rappes.	16	MULLE, docteur.	rue Royale, 89.	id.
5,144	quai de la Basse-Deûle.	94	M ^{lle} HÉVIN.	rue des Bateliers, 1.	id.
5,145	rue de Jemmapes.	23	RASSEL, employé.	rue Voltaire, 10.	id.
5,147	rue de Béthune.	22	FACOU, propriétaire.	à Lomme.	id.
5,148	place de la N ^{lle} -Aventure.	9	CRÉPIN, rentier.	rue Colbert, 120.	id.
5,149	id.	11	id.	id.	id.
5,150	rue de Juliers.	28	DUFOUR, farinier.	rue Patou, 20.	id.
5,151	rue d'Arcole.	53	Veuve BLAISE.	à Tournai.	id.
5,152	rue Delezenne.	17	Veuve ROUSSEAU.	rue des Trois-Mollettes, 9.	id.
5,153	rue Bazinghin.	1, 3, 5	id.	id.	id.
5,154	id.	7	CRÉPY, filateur.	boulevard Vauban, 99.	id.
5,155	id.	9, 11	id.	id.	id.
5,156	id.	13	id.	id.	id.
5,157	cour Crépy.		id.	id.	id.
5,158	rue d'Isly.	77	BECQ, cabaretier.	rue d'Isly, 77.	id.
17	rapports.				

Nos des RAPPORTS	LOGEMENTS VISITÉS		NOMS DES PROPRIÉTAIRES ou des MANDATAIRES	DOMICILE	CONCLUSIONS de la COMMISSION
	RUES	NOS			
17	rapports.				
5,159	rue d'Isly.	400, 402	MASSE-MEURISSE.	rue de la Barre, 114.	id.
5,160	place d'Isly.	4	id.	id.	id.
5,161	rue Rousselle.	16	H. LEFEBVRE.	rue du Fg-de-Roubaix, 21.	id.
5,162	id.	14	id.	id.	id.
5,163	id.	16	DISLAIRE.	y demeurant.	id.
5,164	id.	10 ter	GRAVELAINE.	rue Rousselle, 10 bis.	id.
5,165	id.	12	H. LEFEBVRE.	rue du Fg-de-Roubaix, 21.	id.
5,166	rue de Flers.	42	LENGLEMEZ.	rue du Vert-Bois, 11.	id.
5,168	rue Doudin.	34	Veuve AUBECHY.	rue Alexandre Leleu, 16.	id.
5,169	rue de la Monnaie.	23 bis	Veuve BIANCHI.	rue de la Digue, 48.	id.
5,171	rue Saint-André.	70	VANOVERBERGHNE.	rue Blanche, 225.	id.
5,172	rue du Rempart.	4	LECLERCQ.	rue Notre-Dame, 34.	id.
5,173	rue Saint-Hubert.	8	LAINÉ, march ^d de savons.	rue de Paris, 245.	id.
5,170	rue Saint-Pierre.	11	CASQUIN, coiffeur.	rue des Prêtres, 11.	id.
31	rapports.				

LE CONSEIL

Vu 30 rapports de la Commission d'assainissement des logements insalubres, portant les numéros transcrits au tableau ci-dessus, et datés des 8, 22 mars, 12, 26 avril, 3 et 17 mai 1877.

Considérant que déposés selon le vœu de la loi, au Secrétariat de la Mairie, pendant un mois. après avis aux propriétaires intéressés, ces rapports n'ont donné lieu à aucune observation.

Homologue dans leur entier les conclusions desdits rapports, dont le détail est ci-dessus, et dit que les travaux seront exécutés dans un délai de 30 jours.

M. LE MAIRE fait le rapport ci-après :

« MESSIEURS,

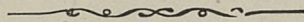
**Recours
au
Conseil d'Etat.** « M^{me} MARIAGE-DUGARDIN a formé un recours au Conseil d'Etat contre un arrêté municipal du 17 avril 1875, confirmé par M. le Ministre de l'Intérieur, et relatif à l'établissement d'un trottoir.

**Autorisation
de défendre.** « Nous vous demandons, Messieurs, l'autorisation de défendre dans cette affaire, et de voter une somme de 500 fr. pour provision de l'Avocat de la Ville au Conseil d'Etat. »

LE CONSEIL

Autorise M. LE MAIRE à défendre dans le recours formé par M^{me} MARIAGE-DUGARDIN,

Et il vote un crédit de 500 francs pour provision de l'Avocat de la Ville au Conseil d'Etat.



M. LE MAIRE expose ce qui suit :

« MESSIEURS,

**Budget
de la Ville.** « Nous déposons sur le bureau du Conseil le projet de budget de la Ville pour 1878.
« Nous avons cru devoir y comprendre le remboursement des sommes dues aux Hospices
Exercice 1878. et à divers, s'élevant à 632,780 francs. Il nous semblerait de mauvaise administration de continuer à payer l'intérêt de ces sommes exigibles, à 4 1/2 et 5 0/0, lorsque les parties disponibles de l'emprunt que nous allons réaliser ne nous rapporteront que 3 0/0. La Ville, éteignant toutes ses dettes, aura désormais une situation financière plus nette. De plus, vous trouverez assurément convenable d'user des ressources de l'emprunt pour libérer ces arriérés, dont on peut d'ailleurs demander le remboursement immédiat, avant de vous livrer à de nouveaux travaux, auxquels nous ne devons affecter que les sommes vraiment disponibles.

« Nous avons prévu aussi au budget une dépense de 450,000 francs en bloc, pour les écoles et les asiles, dont vous avez arrêté en principe la construction, sauf à faire la répartition et l'affectation de cette somme à mesure que vous aurez adopté définitivement ces devis.

« Enfin, un crédit de 400,000 francs est inscrit par prévision, pour dépenses de voirie et

travaux extraordinaires, indéterminés quant aujourd'hui. Il est à remarquer que toujours dans le courant de l'exercice, le Conseil municipal vote, presque à chaque séance, des crédits qui s'élèvent en fin d'année de 500,000 à 800,000 francs et quelquefois plus. Ces votes détruisent l'équilibre du budget et n'indiquent pas la ressource sur laquelle sera prélevé le crédit. Il nous paraîtrait plus sage d'inscrire dès aujourd'hui au budget, en prévision de ces besoins inévitables, une allocation spéciale de 400,000 francs qui demeurerait à la disposition du Conseil et sur laquelle il ne serait fait aucun prélèvement sans qu'un nouveau vote soit venu l'autoriser.

« Nous vous proposons le renvoi du budget à la Commission des Finances. »

LE CONSEIL

Adopte le renvoi à la Commission des Finances.

M. LE MAIRE fait la proposition ci-après :

« MESSIEURS,

**Théâtre
municipal.**

—

**Appropriation
pour les
bals masqués.**

—

« Dans votre séance du 24 mars dernier vous avez décidé le rétablissement des bals masqués au Théâtre municipal.

« Comme conséquence de ce vote, il y a lieu de procéder à la restauration du plancher et des décors affectés à cet usage. Nous vous soumettons le devis de la dépense s'élevant à 5,700 francs, et nous vous proposons le vote d'un crédit de pareille somme.

« Nous estimons qu'en raison de leur diversité, les travaux devront être confiés aux entrepreneurs des entretiens. »

M. CASATI s'étonne du chiffre élevé de la dépense. La Commission chargée de la révision du cahier des charges du Théâtre n'a pas entendu, en rétablissant les bals masqués, entraîner la Ville dans une dépense aussi considérable. Elle avait consulté l'honorable M. LAURENCE, qui avait exprimé la pensée que 500 francs suffiraient au rétablissement des planchers.

M. LE MAIRE propose le renvoi de la question à la Commission des Travaux.

LE CONSEIL adopte.

M. LE MAIRE continue en ces termes :

« MESSIEURS,

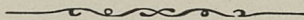
**Théâtre
municipal.**

Réparations.

« Par suite de leur état de vétusté et des nombreuses entailles qu'on a dû y pratiquer depuis une dizaine d'années pour le passage des trucs, les planches du premier dessous de la scène du Théâtre municipal offrent de réels dangers d'accidents. Leur remplacement s'impose. Il en est de même pour des bâtis de décors, des perches en frêne pour rideaux et frises qui sont brisées, des cordages de herse, des poignées de manœuvre de rideaux et de fonds de décors hors d'usage, ainsi que du tapis du couloir des premières loges qui n'a pas été renouvelé depuis la dernière restauration faite en 1865.

« L'achat de ces divers objets et les améliorations à exécuter nécessitent une dépense de 4,910 francs. Nous vous demandons de voter un crédit de pareille somme et de nous autoriser à pourvoir à leur exécution avec le concours des entrepreneurs ordinaires de l'entretien. »

La proposition de l'Administration est renvoyée à l'examen de la Commission des Travaux.



M. LE MAIRE fait l'exposé qui suit :

« MESSIEURS,

**Secours
à la veuve d'un
employé
municipal.**

« M. Auguste HALLEZ, Directeur du cimetière du Sud, gravement blessé dans la chute d'un car vient de succomber il y a quelques jours. Il laisse sans aucune ressource une veuve et deux enfants dont l'aîné a deux ans.

« M. HALLEZ subissait la retenue de la caisse de retraite. Ses versements s'élèvent à 708 fr. 25. Malheureusement, il n'avait, au moment de son décès, que 9 ans et 2 mois de services. Il n'a donc pas droit à pension.

« M. HALLEZ a fourni à la Ville les meilleurs services. Le cimetière du Sud qu'il dirigeait avec beaucoup de zèle, est tenu dans des conditions parfaites. Il apportait le plus grand ordre dans la distribution des concessions. Ses relations avec les familles pour l'application des tarifs étaient excellentes; tous ses actes étaient empreints d'une grande loyauté.

« L'Administration a pensé qu'il n'était pas possible de laisser dans la misère la famille d'un aussi bon serviteur de la Ville. Elle vous propose d'allouer à sa veuve un secours annuel de 300 francs, pendant quinze ans. »

Sur la demande de M. J.-B. DESBONNET, la proposition est renvoyée à l'examen de la Commission des Finances.

A propos de l'accident qui a coûté la vie au Directeur du Cimetière du Sud, M. CASATI signale le danger de la descente de car, quand elle s'opère sur l'entrevoie; elle expose le voyageur à rencontrer un car venant en sens inverse et à être broyé comme l'a été M. HALLEZ.

L'honorable Membre pense qu'il y a une mesure à prendre par l'Administration. Elle pourrait, par mesure de police, obliger la Compagnie concessionnaire à placer une courroie ou une verge de fer mobile du côté de l'entrevoie, afin de forcer à descendre de l'autre côté.

M. LE MAIRE dit que ce serait peut-être sage, mais qu'il ne faut pas perdre de vue que ce qui fait le principal mérite des tramways, c'est l'avantage de monter et de descendre vivement sans perte de temps. D'autre part, si un obstacle est placé du côté de l'entrevoie, les voyageurs devront, pour monter, traverser la voie : ils seront exposés à des accidents. Il est déjà recommandé aux conducteurs d'empêcher la descente par l'entrevoie ; mais la foule, qui encombre leurs voitures, ne leur permet pas toujours de régler le mouvement des voyageurs.

M. LE MAIRE fait la communication suivante :

« MESSIEURS,

Chûte
du Château.
—
Rembour-
sement.
—

« Un jugement du tribunal civil de Lille, en date du 3 juin 1876, confirmé par arrêt de la Cour d'appel de Douai, du 8 janvier 1877, a prononcé la nullité de la vente faite en 1857, par la Ville à M. ROURE, de la chûte du moulin du Château. Ce jugement ordonne la restitution du prix payé 24,000 francs.

« Nous vous demandons, Messieurs, de mettre cette somme à notre disposition. »

LE CONSEIL

Adoptant la proposition de l'Administration,

Vote un crédit de 24,000 fr. pour remboursement du prix perçu pour la vente de la chûte du moulin du Château.

M. LE MAIRE fait le rapport suivant :

« MESSIEURS,

Ecoles et asiles — « Nous avons l'honneur de vous proposer de profiter, comme chaque année, des vacances
Réparations — de septembre pour faire exécuter dans les salles d'asile et les écoles communales, divers
annuelles — travaux d'amélioration dont la dépense s'élève à 34,385 fr. 63 c. suivant devis ci-joint.
pendant — « Nous vous demandons, Messieurs, d'ouvrir le crédit demandé et d'autoriser
les vacances. — l'Administration, en raison de la diversité et de l'urgence des travaux, à confier leur
exécution à l'entrepreneur de l'entretien. »

LE CONSEIL

Renvoie l'examen de cette proposition à la Commission des Travaux.

M. LE MAIRE expose ce qui suit :

« MESSIEURS,

Sapeurs- — « L'Administration a eu l'occasion de faire connaître au Conseil, dans une précédente
Pompiers. — séance, qu'elle attendait la reconstitution du corps des Sapeurs-Pompiers pour proposer
Assurances. — un projet d'assurances de ces courageux citoyens contre les accidents résultant du service.
— Cette reconstitution vient de s'accomplir; le gouvernement a fixé l'effectif du bataillon
à 400 hommes. Nous avons donc maintenant une base certaine d'opération, et le Conseil
trouvera assurément que le moment est venu de donner à nos braves pompiers une
nouvelle marque de sympathie et de sollicitude.

« La création d'une assurance contre les accidents complètera de la façon la plus
heureuse les institutions de prévoyance dont le corps est déjà doté. En effet, une caisse
de retraite, fondée le 9 janvier 1858 par délibération du Conseil municipal, approuvée
par décret du 10 avril suivant, assure une pension de 300 fr. après 25 ans de service,
de 400 fr. après 30 ans, aux sapeurs-pompiers rétribués, c'est-à-dire aux pompiers, aux
caporaux et aux sous-officiers.

« Une autre caisse, instituée par délibération du 11 avril 1855 et décret approbatif du
31 juillet suivant, est spécialement affectée à la distribution de secours temporaires
et même de pension aux sapeurs-pompiers de tous grades ou à leurs veuves pour blessures
et maladies contractées dans le service.

« L'assurance spéciale contre les accidents, avec fixation de l'indemnité à toucher par les intéressés, couronnera ce réseau de mesures sagement philanthropiques, et avant tout très équitables.

« La compagnie l'*Accident* nous avait offert de conclure cette assurance moyennant une prime de 15 fr. par homme. Elle la réduirait à 11 fr. 20 comme pour Roubaix, dont les 250 sapeurs-pompiers ont été assurés par elle à ce taux, soit pour le corps une prime fixe totale de 2,800 francs.

« L'application de ce tarif ferait ressortir la prime pour nos 400 hommes, à 4,480 francs. Nous pensons qu'à ce taux, la Ville aurait plus d'avantage à se faire elle-même assureur, De leur côté, nos pompiers trouveraient à ce mode une plus grande sécurité; car ils ne courraient pas le risque de voir une compagnie contester les accidents dont ils auraient été victimes, ou mettre en doute la gravité de leurs blessures. L'intervention de la Ville pourrait être d'ailleurs plus large que celle de la Société d'assurances, qui limite ses risques aux accidents survenus dans les incendies et ne prend pas à charge ceux résultant des autres services commandés.

« Nous avons proposé dans cet ordre d'idées, un projet de police d'assurances que nous vous soumettons, en vous invitant à le renvoyer à l'examen de la Commission des Finances.

BATAILLON DES SAPEURS-POMPIERS DE LILLE

Assurance contre les accidents

STATUTS.

ARTICLE PREMIER.

La ville de Lille assure les Sapeurs-Pompiers lillois de tous grades, contre tous accidents leur survenant dans les incendies ou dans un service public commandé.

ARTICLE 2.

Pour avoir droit au bénéfice de l'Assurance, le Sapeur-Pompier doit, dans les 24 heures qui suivent l'accident, adresser sa déclaration au Commandant du Bataillon, qui en donne aussitôt avis à la Mairie; l'accident est constaté par le Chirurgien-Major du Corps et un Docteur en Médecine, désigné par l'Administration municipale. Le procès-verbal de cette visite est transmis sans délai par le Commandant à l'Administration municipale, avec son rapport détaillé.

ARTICLE 3.

En cas de mort d'un Sapeur-Pompier par accident, l'indemnité lui revenant appartient à sa veuve, ou à ses héritiers dans la ligne directe, ascendante ou descendante. Il n'est dû aucune indemnité s'il n'y a pas d'héritiers dans ces conditions.

ARTICLE 4.

Les indemnités sont payées :

- 1° En cas de mort ou d'incapacité totale de travail, sitôt après l'ouverture d'un crédit régulier ;
- 2° En cas d'incapacité temporaire de travail, à partir du jour de l'accident. Si la mort survient après le paiement de secours déjà distribués pour le même accident, ils sont déduits de l'indemnité revenant aux héritiers.

ARTICLE 5.

Les indemnités à payer aux Sapeurs-Pompiers de tous grades, ou à leurs ayant-droits, pour cause d'accident dans un incendie ou un service public commandé, sont fixées comme suit :

En cas de mort :

Dix mille francs pour les Officiers ;

Six mille francs pour les Sous-Officiers, Caporaux et Sapeurs-Pompiers.

En cas d'incapacité totale ou permanente de travail :

Une rente viagère de mille francs pour les Officiers ;

Une rente viagère de cinq cents francs pour les Sous-Officiers, Caporaux et Sapeurs-Pompiers.

En cas d'incapacité temporaire de travail de 3 jours au moins et de 180 jours au plus :

Dix francs par jour pour les Officiers ;

Quatre francs par jour pour les Sous-Officiers, Caporaux et Sapeurs-Pompiers.

LE CONSEIL

Adopte le renvoi à la Commission des Finances.

M. LE MAIRE fait la communication suivante :

« MESSIEURS,

Abattoir.

—
Renouvel-
lement

des badigeons
et des
peintures.

« Nous vous proposons de procéder aux travaux d'assainissement ordinaires des bouveries, bergeries et porcheries de l'Abattoir, qui n'ont pas été exécutés depuis deux ans. Ils consistent en badigeonnage à la chaux, grattage des fumiers sur les murs et les boiseries, peinture à l'huile des menuiseries intérieures. Il y aurait aussi lieu d'exécuter diverses réparations au matériel mis à la disposition des bouchers.

« Ces travaux nécessiteront une dépense de 3,700 francs, que nous vous proposons de voter. Ils seraient exécutés par les entrepreneurs ordinaires de l'entretien. »

LE CONSEIL,

Reconnaissant l'urgence des travaux proposés,

Vote un crédit de 3,700 francs pour leur exécution ;

Dit qu'en raison de leur diversité et de leur peu d'importance, elle sera confiée aux entrepreneurs ordinaires de l'entretien.

M. LE MAIRE s'exprime ensuite en ces termes :

« MESSIEURS,

Abattoir.

Travaux
d'amélioration

« Pour compléter les utiles améliorations que vous avez déjà apportées à l'Abattoir, il y aurait lieu de construire des cheneaux au pourtour des bâtiments des échaudoirs et des bouvieries afin d'abriter contre la pluie les bouchers dans les cours de travail, et d'éviter les détériorations des menuiseries des façades extérieures.

« D'autre part, la charpente et le voligeage du pavillon du grand réservoir d'eau, ancien pavillon de la machine à vapeur, sont vermoulus. Leur remplacement, ainsi que celui de la couverture en ardoises, ne peuvent être plus longtemps différés. Par mesure de police, il conviendrait aussi de placer des urinoirs dans l'intérieur des cours et de poser aux cases à veaux et à moutons des plaques indicatives en fonte émaillée pour indiquer le nom des occupants.

« Enfin, le moment est arrivé de procéder au renouvellement général des peintures extérieures de toutes les menuiseries et charpentes.

« Ces travaux entraîneraient une dépense de 24,000 francs. Nous vous proposons leur mise en adjudication. »

M. CHARLES demande la parole. Puisqu'il est question d'apporter des améliorations à l'Abattoir, l'honorable Membre croit devoir en signaler une qui aurait une très grande importance. L'emplacement du marché annexé à cet établissement est insuffisant. Les recettes d'octroi ne produisent pas tout ce qu'elles devraient produire. On pourrait utiliser le terrain de l'ancien haras pour la création d'un marché couvert. La dépense serait considérable sans doute ; mais une recette annuelle, que l'on estime à 54,000 francs au moins,

viendrait l'atténuer. Cette mesure attirerait beaucoup de vendeurs. La boucherie paraît avoir pris l'initiative d'un projet pour cette construction. Il serait bon de le faire examiner.

M. LE MAIRE dit qu'il n'a reçu aucune proposition à ce sujet, mais qu'un marché couvert ne peut se construire sans entraîner une élévation des droits de place. La charge pourrait être assez lourde pour éloigner ces marchands au lieu de les attirer.

Quoiqu'il en soit, on ne peut méconnaître qu'il sera temps bientôt d'aviser à l'agrandissement de l'Abattoir et à l'élargissement du marché aux bestiaux, mais la question n'est pas urgente aujourd'hui.

Sur la proposition de M. LE MAIRE, la demande de crédit est renvoyée à la Commission des Travaux.

M. LE MAIRE fait l'exposé qui suit :

« MESSIEURS,

**Subvention
à un élève
sculpteur
admis en loge.**

« M. CORDONNIER, élève sculpteur de nos Ecoles académiques, ancien pensionnaire de l'œuvre Wicar à Rome, actuellement à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, vient d'être admis en loge pour le concours du Grand-Prix. Il a été classé quatrième.

« Les jeunes gens admis à subir cette épreuve, ont à supporter des frais assez considérables de modèles, de draperies, d'accessoires, etc. Ces frais ne s'élèvent pas à moins de 800 francs.

« L'Administration des Beaux-Arts, prenant en considération ces nécessités, accorde à chacun des élèves, une somme de 300 francs. Malheureusement M. CORDONNIER n'est pas en mesure d'acquitter les 500 francs complémentaires.

« La Commission administrative des Ecoles académiques sollicite en sa faveur une subvention de cette importance.

« Cette libéralité de la part des Villes a d'ailleurs des précédents. Valenciennes, par exemple, alloue en principe 500 francs à chaque élève sculpteur admis en loge.

« Nous vous proposons, Messieurs, d'accorder pareille indemnité à M. CORDONNIER, dont le mérite a été apprécié et qui promet de devenir un artiste distingué. »

LE CONSEIL

Vote la subvention de 500 francs proposée en faveur de M. CORDONNIER.

Reprenant la parole, M. LE MAIRE fait le rapport suivant :

« MESSIEURS,

Construction
d'un second
établissement
de bains
à prix réduits
dans
la section
de Wazemmes.

« Les services rendus à la classe pauvre par l'établissement de bains à prix réduit du quartier Saint-Sauveur, *cour Cysoing*, nous font depuis longtemps désirer l'ouverture d'un établissement similaire dans la section de Wazemmes, où la population ouvrière est si agglomérée. L'hygiène est essentiellement intéressée à cette création, dont vous apprécierez toute l'utilité, Messieurs. Nous pensons que l'on pourrait lui attribuer avec beaucoup d'à-propos une partie des terrains restant à vendre de l'ancien cimetière de Wazemmes.

« Nous vous soumettons à cet effet un avant projet, estimant les travaux à 186,000 francs. Nous devons vous faire remarquer que cette dépense trouverait une compensation dans le produit annuel, qui ne s'élèverait guère à moins de 4 % du capital employé.

« En effet, si nous nous reportons à l'établissement des bains de la *cour Cysoing*, dont l'installation est tout à la fois si défectueuse et si insuffisante, nous constatons que pour 51 baignoires, la Ville obtient un revenu net moyen de 1,200 francs. On peut donc espérer obtenir, avec un établissement bien organisé et comportant 128 baignoires, plus une section pour l'hydrothérapie, un revenu net de 7,000 francs, soit près de 4 % du capital à dépenser.

« L'Administration croit qu'il y aurait lieu de réserver aussi, dès aujourd'hui un terrain à proximité du quartier St-Sauveur, pour déplacer, dans un temps donné, l'établissement de la *cour Cysoing*, qui a été créé pour un lavoir public, et dont les dispositions sont tout à fait insalubres pour sa destination actuelle.

« Ces deux établissements, joints à l'école de natation, desserviront d'une manière satisfaisante l'agglomération comprise dans les murs. Pour donner satisfaction à tous les intérêts il suffira de créer plus tard un établissement semblable dans la banlieue de Fives et de St-Maurice.

« Nous vous proposons, Messieurs, le renvoi de ce projet à la Commission des travaux. Si, comme nous le pensons elle lui fait un accueil favorable, nous chargerons le service des travaux de préparer un devis définitif, et un cahier des charges pour la mise en adjudication.

M. WERQUIN est bien loin de critiquer l'Administration pour le zèle qu'elle déploie dans les questions intéressant la santé publique. Mais il doit rappeler qu'il réclame depuis plusieurs années la construction d'un aqueduc dans la section de Wazemmes. C'est là une nécessité de première ordre, et pourtant l'Administration lui a sans cesse opposé comme fin de non-recevoir la pénurie des finances. Il s'étonne, sans la regretter, qu'elle trouve aujourd'hui des

ressources pour la construction d'un établissement de bains à prix réduit, construction très-utile assurément, mais pas autant que l'aqueduc de la *rue de Flandre*, pour lequel il demande la priorité.

M. MEUREIN est d'avis que la création d'un aqueduc dans la section de Wazemmes a une très-haute importance. Le sous-sol y est argileux, ainsi que l'attestent les nombreuses briqueteries qui y ont été établies. L'écoulement des eaux pluviales et ménagères se fait avec beaucoup de difficulté. La Commission des logements insalubres a dû réclamer souvent l'ouverture de puits absorbants, dont l'usage n'est pourtant pas sans danger. L'établissement d'un aqueduc paraît très-urgent.

M. LE MAIRE ne méconnaît nullement la nécessité de construire cet aqueduc. Il en a fait étudier le projet, dont on a estimé la dépense à 103,000 francs; ce chiffre lui a paru exagéré. Il a réclamé une nouvelle étude d'après un programme différent, mais de nature à donner satisfaction à tous les intérêts. Il espère pouvoir la présenter sous peu au Conseil.

La proposition de l'Administration est renvoyée à la Commission des Travaux.

M. LE MAIRE fait ensuite au Conseil la communication suivante :

« MESSIEURS,

Travaux
de voirie
rue du Sabot.

« L'attention de l'Administration a été appelée sur les dangers que le canal Vauban présente pour la circulation dans la *rue du Sabot*. Afin de remédier à ce fâcheux état de choses, il conviendrait de régulariser la rive du canal, en achevant le talus déjà amorcé, et d'établir un garde-corps, qui préviendrait la chute des passants dans le canal, ainsi que cela a été fait dans la *rue Vauban*.

« D'autre part, il conviendrait aussi de mettre la *rue du Sabot* en état de viabilité. On arriverait à ce résultat, en établissant un trottoir en scories d'un mètre de largeur le long d'un garde-corps et une chaussée de 5^m 20, qui permettrait le croisement de deux voitures. Cette chaussée serait limitée du côté opposé au canal par un trottoir provisoire de 2^m de larg.

« La dépense du talus et du garde-corps s'élèveraient à 3,350

« Celle de voirie à 9,050

« Ensemble 12,400

« Nous vous demandons, Messieurs, le vote d'un crédit de pareille importance pour leur exécution, qui serait confiée aux entrepreneurs ordinaires de l'entretien.

LE CONSEIL

Décide le renvoi de cette proposition à la Commission des Travaux.

M. LE MAIRE expose ce qui suit :

« MESSIEURS,

Travaux
de voirie
rue
de Bapaume.

Pavage
d'une pavage.

« La position de la *rue de Bapaume* comprise entre la *place d'Arras* et la *rue de Condé*, qui est appelée à desservir l'importante cité de la Compagnie Immobilière, n'a encore été déblayée qu'en partie. Il serait urgent d'y compléter les travaux de voirie, pour activer l'assainissement des abords de cette cité populeuse. Le pavage de cette portion de rue sur une largeur de 3^m50, avec des fils d'eau de 0^m50, et l'établissement d'un accôtément pavé, au droit de la cité, sur 100 mètres de longueur, feraient atteindre ce résultat si désirable. Le surplus des accôtéments serait empierré. La dépense s'élèverait à 22,000 francs.

« Nous vous proposons, Messieurs, de voter un crédit de pareille somme, et de confier l'exécution de ces travaux à l'entrepreneur ordinaire de l'entretien. »

LE CONSEIL

Charge la Commission des Travaux de l'examen de cette proposition.

M. LE MAIRE fait la communication suivante :

« MESSIEURS,

Rue
St-Augustin.

Pavage
d'une partie.

« L'Administration a dû faire placer des bornes aux extrémités de la *rue Saint-Augustin* récemment élargie et dépourvue de pavage, afin d'en interdire l'accès aux voitures qui en avaient promptement rendu l'accès impraticable. Cette situation ne peut se prolonger dans un quartier si fréquenté et aux abords des Halles Centrales. Dans l'intérêt de la circulation

et de la salubrité, nous vous proposons de paver cette nouvelle voie. La dépense est évaluée 5,300 francs. Le travail serait confié à l'entrepreneur ordinaire de l'entretien. »

LE CONSEIL

Renvoie l'examen de cette affaire à la Commission des Travaux.

M. LE MAIRE communique au Conseil ce qui suit :

« MESSIEURS,

Travaux
de voirie.

—
Rue de Condé.

Pavage
d'une partie.

« Depuis l'établissement d'une ligne de tramways de 480^m de longueur dans la *rue de Condé*, les accôttements empierrés longeant cette ligne sont devenus insuffisants. Il n'est pas possible d'en ajourner le pavage complet, sans exposer gravement la circulation, surtout dans la partie qui emprunte la route nationale, à la traversée de la *place de Condé*.

« La dépense à faire pour le pavage dans cette première section est évaluée 5,500 francs.

« Nous vous proposons, Messieurs, le vote d'un crédit de pareille somme pour l'exécution de ce travail qui serait confié à l'entrepreneur ordinaire de l'entretien. »

LE CONSEIL

Décide le renvoi de cette proposition à la Commission des Travaux

M. LE MAIRE fait la proposition suivante :

« MESSIEURS,

Indemnité
à un ancien
commissaire
de police.

« Une demande de subvention nous est faite en faveur d'un ancien Commissaire de police, M. GUÉRY, qui est resté près de sept années à Lille. Nous pensons la demande fondée. Par suite, nous vous proposons, Messieurs, d'allouer à cet honorable fonctionnaire, des services duquel nous n'avons eu qu'à nous louer, une indemnité égale à un mois de traitement, soit 400 francs. »

LE CONSEIL,

Adoptant la proposition de M. LE MAIRE,

Vote une indemnité de 400 francs en faveur de M. GUÉRY, ancien Commissaire de police.

M. LE MAIRE expose ce qui suit :

« MESSIEURS,

Serres municipales. « La Commission des serres municipales de la *rue Saint-Jacques*, demande qu'il soit procédé à l'enfoncement dans le sol, au moyen d'une excavation, de l'un de nos grands palmiers, dont le sommet atteint le haut de la serre.

Travaux.

« Ce travail exige une dépense de 350 francs, que nous vous proposons de voter. »

LE CONSEIL

Vote le crédit nécessaire de 350 francs, pour l'exécution du travail proposé par l'Administration.

M. LE MAIRE fait la communication ci-après :

« MESSIEURS,

Eglise Saint-Maurice intrà-muros. « L'Architecte de l'Eglise Saint-Maurice réclame, pour terminer les travaux de l'édifice, un crédit complémentaire de 23,819 fr. 95 cent. Il nous paraît s'appliquer à des dépenses urgentes et parfaitement justifiées. Nous pensons que le Conseil voudra, avant toute décision, renvoyer le devis à l'examen de la Commission des Travaux. »

Solde.

LE CONSEIL

Adopte le renvoi à la Commission des Travaux.

M. LE MAIRE fait le rapport suivant :

« MESSIEURS,

Archives
historiques.

« Ainsi que nous vous l'avons fait connaître lors de la discussion du budget de 1876, des mesures sont prises pour le classement aussi prompt que possible de nos archives historiques.

Achat
de cartons et de
portefeuilles.

« Il reste à pourvoir à la confection de cartons et des portefeuilles nécessaires à ce classement, lequel exigera une dépense de 4,486 francs, ainsi répartie :

1,603 cartons à 2 francs.	3.206
800 porte-feuilles à 1 fr. 60 centimes	1.280
Total.	4.486 francs.

« Nous vous demandons, Messieurs, de voter un crédit de pareille somme pour leur exécution. »

LE CONSEIL

Adoptant la proposition de l'Administration,

Vote un crédit de 4,486 francs, pour achat des cartons et des porte-feuilles nécessaires au classement des archives historiques.

Après ce vote, M. LE MAIRE fait l'exposé suivant :

« MESSIEURS,

Banlieue
d'Esquermes.

« Le plan adopté en 1858 pour l'agrandissement de la Ville, n'a prévu les alignements et les percements à exécuter, que pour l'intérieur de l'enceinte fortifiée et les faubourgs de Fives et de Saint-Maurice.

Ouverture
de rues.

« Parmi les sections annexées, dont une partie de l'agglomération se trouve située en dehors des fortifications, celle de Cantelieu a pris depuis l'agrandissement, un accroissement considérable. La population s'y est développée à la faveur de l'industrie, qui y trouve, à des prix modérés, les grands espaces nécessaires à la construction des usines, et la facilité de les relier avec la Deûle navigable. A côté de ces usines, sont venues se grouper de nombreuses habitations pour les ouvriers et pour le commerce qui les alimente.

« De là, la nécessité de prévoir de nouvelles voies de communication, afin d'éviter qu'un

jour, les terrains environnant la Ville, ne soient complètement couverts de constructions établies contrairement aux règles les plus élémentaires de l'hygiène.

« Pour cet effet, nous avons fait étudier un projet comprenant :

« 1° L'élargissement et le prolongement des rues déjà ouvertes ;

« 2° La rectification du canal de la Deûle, de manière à obtenir un quai de 15 mètres de largeur, en remplacement du chemin de halage, dangereux pour la circulation générale ;

« 3° L'ouverture de nouvelles rues ;

« 4° La désignation des emplacements nécessaires à l'érection des établissements destinés aux services municipaux, églises, presbytères, marchés, etc.

« 5° L'ouverture des rues à établir sur les territoires voisins pour assurer des communications faciles avec la banlieue de Lille et par suite avec la Ville.

« La réalisation de ce projet, ferait entrer dans le domaine municipal, une superficie de 95,614^{m²}, dont 9,620^{m²} sur le territoire des communes voisines. Evalués à 2 francs le mètre carré, cela entraînerait une dépense de 191,230 francs pour l'acquisition qu'il conviendrait de faire immédiatement et en une seule fois, afin d'échapper aux augmentations de valeur résultant toujours pour la Ville, des expropriations partielles.

M. RIGAUT, adjoint au Maire, pense que le projet est d'autant plus réalisable, qu'il sait les riverains des voies projetées, disposés à de grands sacrifices personnels.

L'examen de l'affaire est confié à la Commission des Finances.

La séance est levée.

CERTIFIÉ :

Le Maire de Lille,

CATEL-BEGHIN.